
Le Québec bioalimentaire en un coup d'oeil

Portrait statistique du
Québec bioalimentaire

Édition 2000

ÉQUIPE DE RÉALISATION

Mise à jour : Mario Beaulieu
Direction de la recherche économique et scientifique

Collaboration : Direction de la sécurité du revenu agricole, Direction de l'environnement et du développement durable, Direction des politiques commerciales et intergouvernementales, Direction du développement de la main-d'œuvre du bioalimentaire, Direction générale des pêches et de l'aquaculture commerciales

Révision linguistique, graphisme, publication : Centre d'analyse et de services en communication

Mise en forme du site Web : Lucie Lépine
Direction de la recherche économique et scientifique

Le Québec bioalimentaire en un coup d'œil - Édition 2000 peut également être consulté dans le site Internet du MAPAQ à l'adresse : <http://www.agr.gouv.qc.ca>

This publication is also available in English (An Overview of the Québec Biofood Industry - 2000 Edition - ISBN 2-551-20415-1). To order a copy, please contact Distribution Unifers by phone at (418) 831-7474 or 1-800-859-7474, or by fax at (418) 831-4021; code CU-101.

Dépôt légal
Bibliothèque nationale du Québec
4^e trimestre 2000
ISBN 2-551-20414-3

TABLE DES MATIÈRES

L'activité bioalimentaire dans son ensemble	4
La présence régionale	8
Les échanges commerciaux	10
L'agriculture en bref	12
Les productions végétales	14
Les productions animales	16
Les pêches et l'aquaculture commerciales	18
La transformation bioalimentaire	20
Les magasins au détail et la restauration	22
La main-d'œuvre du bioalimentaire	24
La recherche et développement	26
L'agroenvironnement	28
Liste des régions administratives	31
Pour plus d'information/Autres publications	32

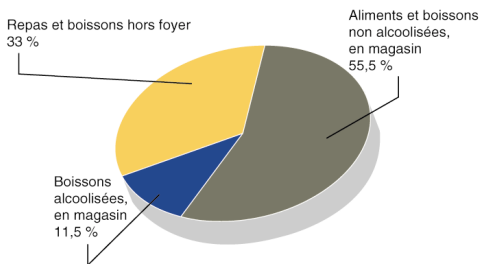
L'ACTIVITÉ BIOALIMENTAIRE DANS SON ENSEMBLE

La consommation de produits bioalimentaires du Québec entraîne un vaste ensemble d'activités de production, de transformation et de commercialisation, procurant de nombreux emplois et nécessitant d'importants investissements.

LA DEMANDE INTÉRIEURE

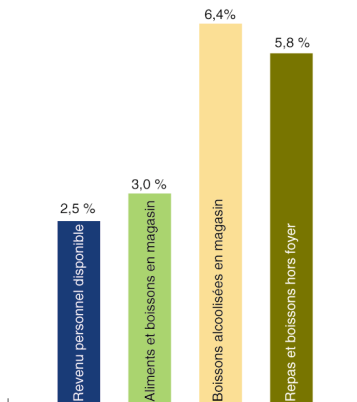
- En 1999, les Québécois consacraient 12,5 % de leur revenu personnel disponible à l'achat d'aliments et boissons en magasins et un peu plus de 6 % en repas pris au restaurant et en boissons alcoolisées consommées hors foyer.
- Atteignant un grand total de près de 24,5 milliards de dollars en 1999, ces dépenses alimentaires représentent environ 3 330 \$ par habitant.
- Au cours de l'année 1999, les dépenses alimentaires des Québécois ont progressé dans une proportion identique à celle de leur revenu personnel disponible, soit de 3,7 %. Toutefois, entre 1995 et 1999, la demande alimentaire intérieure a augmenté plus rapidement, en moyenne 4,2 % l'an, que le revenu personnel disponible, 2,5 % l'an.
- Cette différence provient en bonne partie de l'évolution des prix. En effet, au cours des cinq dernières années, l'alimentation a connu une croissance générale des prix plus élevée que celle de l'ensemble des biens de consommation (1,5 % l'an en moyenne). Les prix des aliments achetés en magasin ont progressé de 1,7 % annuellement, alors que les prix au restaurant ont augmenté à un rythme de 2,2 % l'an.

RÉPARTITION DE LA DEMANDE ALIMENTAIRE INTÉRIEURE QUÉBEC, 1999



Source : Institut de la statistique du Québec

PROGRESSION DE LA DEMANDE ALIMENTAIRE INTÉRIEURE (taux annuel moyen, de 1995 à 1999)



Source : Institut de la statistique du Québec

LA DEMANDE EXTERNE

- ▶ L'évolution de la demande alimentaire dans les autres provinces canadiennes influe également sur l'agriculture, les pêches, la transformation et le commerce de gros alimentaire québécois : en 1999, cette demande a progressé de 4,0 %, pour une augmentation moyenne de 3,6 % l'an depuis 1995.
- ▶ De plus, la demande alimentaire ailleurs dans le monde constitue un fort potentiel d'activité pour l'industrie bioalimentaire québécoise. À ce titre et même si la valeur des exportations de produits alimentaires du Québec vers les autres pays n'a progressé que de 2 % en 1999, comparative-ment à 8 % en 1998, celle-ci demeure toutefois le moteur le plus puissant du développement de l'activité bioalimentaire québécoise.
- ▶ La faible croissance des exportations en 1999 s'explique essentiellement par la contre-performance de trois des cinq principaux produits exportés (boissons, produits laitiers, oléagineux et produits oléagineux) et de la stagnation de l'exportation des produits du porc.

L'ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE

- ▶ L'industrie bioalimentaire contribuait pour 8 % du produit intérieur brut (PIB) réel du Québec en 1999, sans le commerce de gros. En l'incluant, la part du bioalimentaire québécois dépasserait 9 %.

PRODUIT INTÉRIEUR BRUT BIOALIMENTAIRE ⁽¹⁾ (au coût des facteurs, en millions de dollars de 1992)

	1996	1997	1998	1999
Agriculture	2 184,8	2 196,1	2 296,1	2 467,9
Pêches	50,3	43,5	45,7	44,6
Transformation	3 307,7	3 514,1	3 589,1	3 722,8
Commerce de détail ^(e)	2 328,5	2 499,9	2 598,3	2 638,5
Hébergement et restauration	3 444,8	3 624,6	3 894,7	3 758,4
TOTAL BIOALIMENTAIRE ^{(2) (e)}	11 316,1	11 878,2	12 423,9	12 632,2
Ensemble de l'économie	143 549,7	147 360,1	151 604,4	158 517,3

Source : Statistique Canada

^(e) : estimé

⁽¹⁾ : Le PIB mesure la valeur, sans double comptage, de la production de biens et services dans une économie. Lorsque mesuré en dollars constants d'une année de référence, il permet de chiffrer la progression réelle de la production, l'effet des changements de prix et de coûts étant éliminé.

⁽²⁾ : Les données concernant le commerce de gros alimentaire ne sont pas disponibles.

- ▶ Le PIB bioalimentaire québécois représentait 21 % de celui du Canada en 1999. Pour sa part, l'Ontario comptait pour 36 % de l'ensemble canadien.
- ▶ Au cours de la période 1996-1999, l'industrie bioalimentaire du Québec a enregistré une croissance réelle (hors inflation) totale de 11,6 %, un rythme supérieur à celui de l'ensemble de l'économie québécoise (10,4 %) et à ceux, pendant cet intervalle, de l'industrie bioalimentaire ontarienne (7,9 %) et canadienne (9,6 %).

L'EMPLOI

- ▶ Au Québec, en 1999, un peu plus d'un emploi sur neuf est généré par l'industrie bioalimentaire.

EMPLOIS

(en milliers)

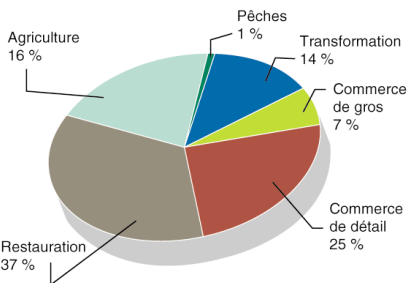
	1995	1996	1997	1998	1999
Agriculture ⁽¹⁾	68,1	66,5	62,8	68,5	62,5
Pêches	4,9	4,3	4,3	4,1	4,0
Transformation	47,0	50,4	52,5	56,5	54,7
Commerce de gros	23,9	22,9	24,2	25,7	25,6
Commerce de détail	86,7	91,7	96,1	95,7	95,7
Restauration	143,4	142,9	143,8	141,5	137,9
TOTAL BIOALIMENTAIRE	374,0	378,7	383,7	392,0	380,4
Ensemble de l'économie	3 147,5	3 145,9	3 195,1	3 281,6	3 357,4

Sources : Statistique Canada et MAPAQ, Direction de l'analyse et des politiques (pêches)

⁽¹⁾ : Les données sur l'emploi en agriculture comportent une marge d'erreur d'échantillonnage importante. De plus, ces données sont maintenant fournies selon le nouveau système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN). Toute comparaison avec les éditions antérieures doit être faite avec prudence.

- ▶ Au cours de la période 1995-1999, 3 % des 210 000 emplois créés dans l'ensemble de l'économie québécoise proviennent de l'industrie bioalimentaire.
- ▶ Au cours de cette même période, les industries de la transformation des aliments et boissons, du commerce de gros et du détail ont pris une part significativement plus importante dans l'emploi de l'industrie bioalimentaire au Québec.
- ▶ Les industries de la restauration, du commerce de détail et de l'agriculture génèrent presque les quatre cinquièmes des emplois bioalimentaires du Québec.

RÉPARTITION DES EMPLOIS BIOALIMENTAIRES QUÉBEC, 1999



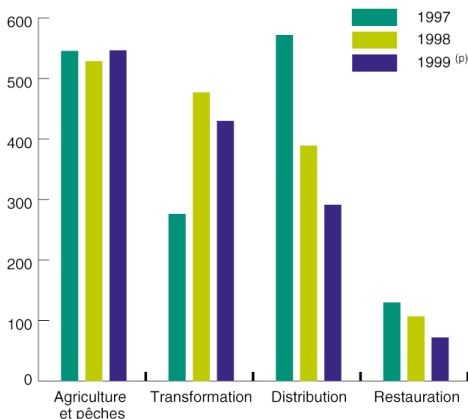
Sources : Statistique Canada et MAPAQ

- Provenant d'un échantillonnage rejoignant peu d'agriculteurs, les données sur l'emploi en agriculture comportent une marge d'erreur élevée. En conséquence, l'estimation varie beaucoup d'une année à l'autre. Le nombre d'emplois en agriculture se situerait (moyenne sur 5 ans) entre 65 000 et 68 000.
- Au cours de la période 1995-1999, les secteurs de la transformation des aliments et boissons et du commerce de détail ont connu les plus fortes hausses de croissance en matière d'emploi. L'augmentation de l'emploi dans ces deux secteurs a été respectivement de 16 % et de 10 % durant cette période. Dans la restauration, l'emploi ne progresse plus depuis quelques années.

LES IMMOBILISATIONS

- Les données sur les immobilisations sont maintenant fournies par Statistique Canada selon le nouveau système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN). Les comparaisons avec des données déjà publiées pour les années antérieures doivent donc se faire avec une grande circonspection.
- Au total, les immobilisations de l'industrie bioalimentaire ont atteint plus de 1,3 milliard de dollars en 1999 et représentaient 4,1 % de l'ensemble des immobilisations de l'économie québécoise. Le niveau global des immobilisations de l'industrie bioalimentaire est légèrement à la baisse depuis 1997.
- Au cours de la période 1997-1999, l'agriculture a accaparé 37 % du total des immobilisations de l'industrie bioalimentaire, la transformation et la distribution, environ 27 % chacune.
- En agriculture, les immobilisations se maintiennent dans les environs de 550 millions de dollars depuis quelques années. Du côté de la transformation alimentaire, le niveau des immobilisations demeure soutenu en 1999 après la forte croissance de 1998.
- Depuis 1997, le Québec a enregistré un recul important des immobilisations dans le commerce de détail des aliments et boissons et en restauration. Celles effectuées dans le secteur du commerce de gros sont demeurées stables.
- La proportion des immobilisations de l'industrie bioalimentaire canadienne réalisée au Québec a légèrement diminué depuis 1997, passant de 17,5 % à 16,1 %. Pour la moyenne des années 1991 à 1993, ce ratio était de l'ordre de 19,5 %.

**ÉVOLUTION DES IMMOBILISATIONS
(en millions de dollars)**



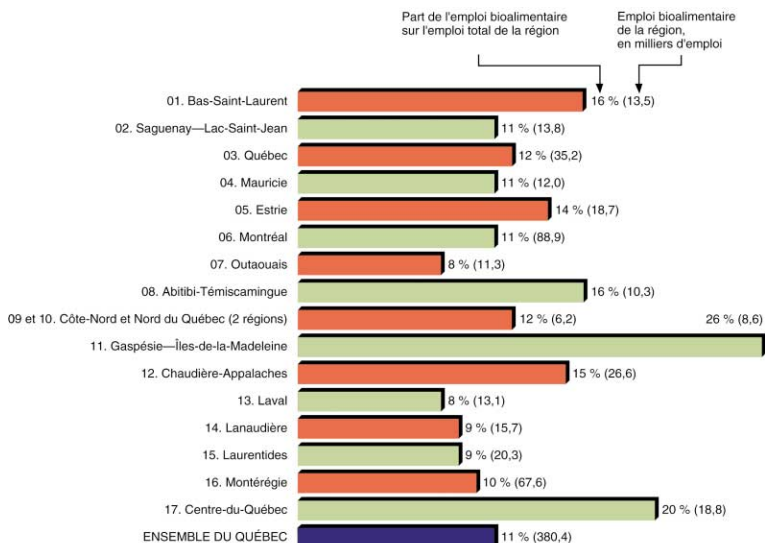
Source : Statistique Canada

(p) : provisoire

LA PRÉSENCE RÉGIONALE

- L'industrie bioalimentaire joue un rôle considérable dans l'économie d'une majorité des régions du Québec, tant sur le plan de l'emploi et du revenu que de l'activité économique en général. Elle est également à l'origine de plusieurs initiatives de développement régional, souvent en interaction avec les autres activités non agricoles.
- En 1999, au moins 10 % de l'emploi régional était attribuable à des activités du bioalimentaire pour 13 des 17 régions administratives du Québec. Même si la part des emplois dans le secteur agroalimentaire a légèrement diminué dans certaines régions du Québec, par rapport à l'année 1998, cette baisse relative est souvent attribuable à l'accroissement des emplois dans d'autres secteurs plutôt qu'à une baisse des emplois dans l'agroalimentaire.

CONTRIBUTION DE L'INDUSTRIE BIOALIMENTAIRE À L'ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE RÉGIONALE (en 1999)



Source : Profil régional de l'industrie bioalimentaire (estimations préliminaires, données non publiées), MAPAQ

- En termes de chiffres d'affaires, dans 16 régions, les recettes des ventes au détail excédaient les 200 millions de dollars, tandis que dans 12 régions, les livraisons manufacturières d'aliments dépassaient les 200 millions de dollars.
- Montréal et Laval se caractérisent par une forte concentration des activités de transformation, de commerce de gros et, dans une moindre mesure, de restauration.
- En périphérie de Montréal et de Laval ainsi que dans la vaste zone de la plaine du Saint-Laurent et des Appalaches, l'activité agricole domine et les activités de transformation sont relativement importantes.
- De façon plus spécifique, les activités de transformation de l'industrie des boissons sont beaucoup plus implantées dans la région de Montréal et ses environs. Les régions de Montréal, Montérégie et Lanaudière comptent à elles seules plus de 87 % des livraisons de l'industrie des boissons.
- Ailleurs, sauf pour les régions de la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine et de la Côte-Nord, où les activités de la pêche commerciale et de la transformation des produits marins sont concentrées, les activités du commerce de détail et de la restauration dominent, suivies de l'activité agricole.
- La valeur des ventes du commerce en gros reflète presque le même schéma que la transformation des aliments, à l'exception que les régions de Québec et de Laval sont beaucoup plus représentées.

CONTRIBUTION DES RÉGIONS DANS LE COMMERCE AU DÉTAIL ET DANS LES LIVRAISONS DE PRODUITS ALIMENTAIRES, EN 1999

	Ventes au détail	% par rapport à province	Valeurs des livraisons (aliments)	% par rapport à province	Emploi- transformation des aliments
	-M\$-		-M\$-		-Nombre-
Bas-St-Laurent (01)	400	3	409	3	830
Saguenay-Lac-St-Jean (02)	561	4	215	2	703
Québec (03)	1 250	9	505	4	2 464
Mauricie (04)	512	4	265	2	726
Estrie (05)	559	4	295	3	1 061
Montréal (06)	3 487	24	3 658	31	11 201
Outaouais (07)	618	4	49	0	329
Abitibi-Témiscamingue (08)	302	2	114	1	322
Côte-Nord (09)	201	1	47	0	364
Nord-du-Québec (10)	76	1	—	—	—
Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine (11)	201	1	138	1	1 079
Chaudière-Appalaches (12)	756	5	1 329	11	4 131
Laval (13)	672	5	219	2	9 478
Lanaudière (14)	769	5	353	3	1 507
Laurentides (15)	897	6	307	3	1 226
Montérégie (16)	2 542	18	2 829	24	9 417
Centre-du-Québec (17)	430	3	984	8	2 658
Québec	14 234,4	100	11 716	100	47 497

LES ÉCHANGES COMMERCIAUX

LES EXPORTATIONS

- Le Québec a vendu des produits bioalimentaires dans 150 pays.
- 85 % des échanges commerciaux du Québec vers d'autres destinations se font avec trois partenaires. Le principal partenaire du Québec demeure les États-Unis, avec 71 % des produits exportés. Suivent l'ensemble des pays formant l'Union européenne (UE), avec un total de 8 %, et le Japon, avec 6 %.
- En 1999, les principaux produits exportés par le Québec ont été le porc, les boissons, les dérivés du cacao (chocolat), les fruits et légumes et les produits laitiers.

PRINCIPALES EXPORTATIONS – QUÉBEC, 1999

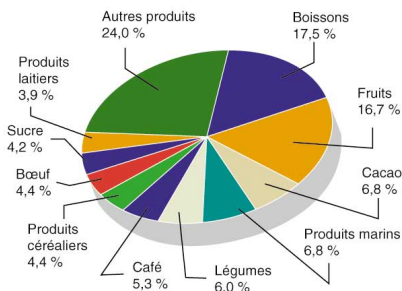


Sources : Institut de la statistique du Québec et MAPAQ

LES IMPORTATIONS

- 74 % des produits bioalimentaires importés par le Québec, selon la base douanière, provenaient de neuf partenaires internationaux. Les deux plus importants sont les États-Unis (28,8 %) et l'UE (28,4 %). Les autres principaux fournisseurs sont l'Australie, le Brésil, le Chili, la Thaïlande, l'Afrique du Sud et la Nouvelle-Calédonie.
- En 1999, les importations québécoises ont été principalement les boissons, les fruits, le cacao, les produits marins, les légumes, le café et les produits céréaliers.
- 155 pays ont acheminé des produits bioalimentaires au Québec.

PRINCIPALES IMPORTATIONS – QUÉBEC, 1999

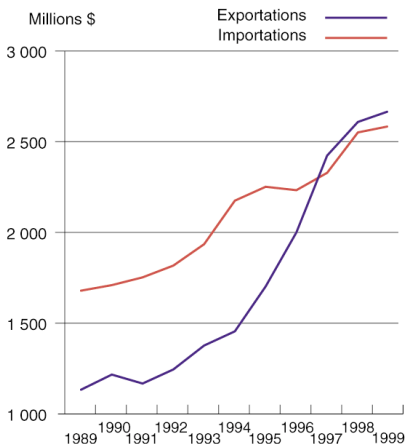


Sources : Institut de la statistique du Québec et MAPAQ

L'ÉVOLUTION DES ÉCHANGES

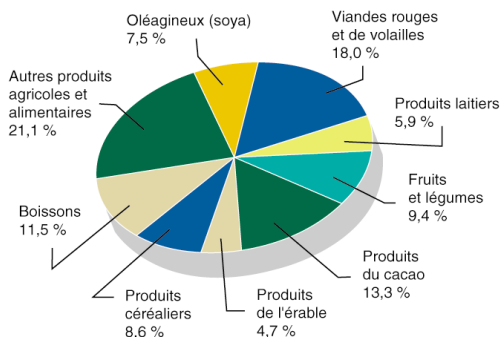
- De 1989 à 1999, la valeur des exportations québécoises s'est accrue de 135 %, atteignant 2,66 milliards de dollars.
- De 1989 à 1999, la valeur des importations québécoises a augmenté de 54 %, s'élevant à 2,59 milliards de dollars.
- Depuis 1997, la valeur des recettes à l'exportation des produits bioalimentaires enregistrés au Québec dépasse légèrement la valeur des achats de tels produits effectués par le Québec sur les marchés internationaux, c'est-à-dire les produits dédouanés au Québec.
- Au cours de la période 1989-1999, huit groupes de produits ont contribué pour près de 80 % de la progression des exportations québécoises de produits bioalimentaires. Les produits à base de porc, les produits du cacao, les eaux de consommation, le soya, les fromages, les légumes frais, les biscuits et les produits de l'érable ont particulièrement connu une forte augmentation des exportations au cours de la dernière décennie.

PROGRESSION DES EXPORTATIONS ET DES IMPORTATIONS DE PRODUITS BIOALIMENTAIRES — QUÉBEC, 1989-1999



Sources : Institut de la statistique du Québec et MAPAQ

RÉPARTITION DE L'AUGMENTATION ENTRE 1989 ET 1999 DES EXPORTATIONS

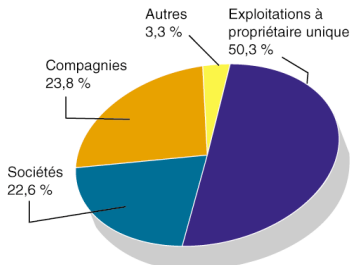


Sources : Institut de la statistique du Québec et MAPAQ

L'AGRICULTURE EN BREF

- ▮ Le Québec comptait, en 1999, 33 019 exploitations agricoles.
- ▮ La ferme québécoise est encore fortement une entreprise familiale, mais le statut de propriétaire unique domine, tout juste au-dessus de celui de structure corporative (société ou compagnie).

RÉPARTITION DES EXPLOITATIONS AGRICOLES SELON LE STATUT JURIDIQUE

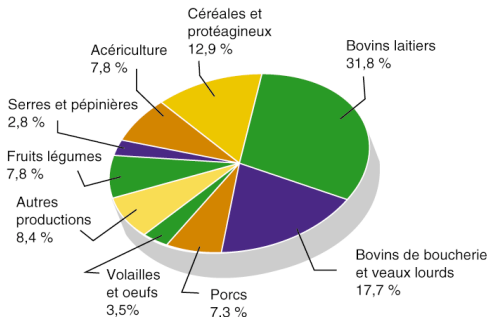


Source : MAPAQ, Fiche d'enregistrement des exploitations agricoles

- ▮ Les exploitations spécialisées en production animale comptent pour 65 % des exploitations agricoles, alors que 35 % le sont en production végétale. Près de la moitié de toutes les entreprises sont très spécialisées, ayant une seule source de revenu.
- ▮ La proportion de femmes propriétaires de leur exploitation à part entière atteint 8 % des exploitations à propriétaire unique. De plus, les femmes sont représentées dans une proportion de 35 % au sein des sociétés, compagnies et autres structures corporatives.

- ▮ Le produit intérieur brut (au coût des facteurs, en dollars de 1992) généré par l'agriculture s'élevait à 2,5 milliards de dollars en 1999, en hausse de 7,5 % par rapport à l'année précédente. L'agriculture comptait, en 1999, pour 4,6 % du PIB de l'ensemble des industries productrices de biens, ces dernières ayant progressé de 6,2 % en 1999.

RÉPARTITION DES EXPLOITATIONS AGRICOLES SELON LE TYPE DE SPÉCIALISATION

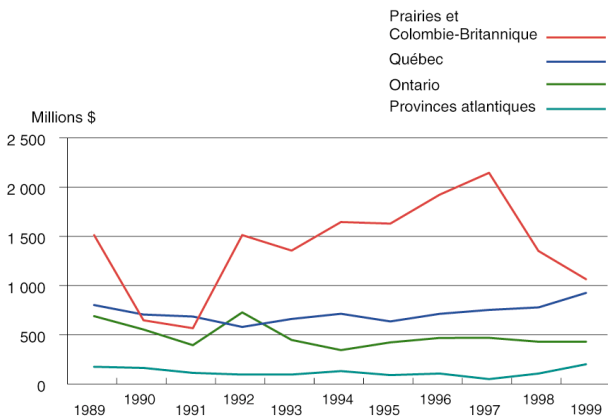


Source : MAPAQ, Fiche d'enregistrement des exploitations agricoles

- ▮ Le nombre d'emplois en agriculture se situerait entre 65 000 et 68 000; en 1999, Statistique Canada signalait 62 500 emplois, mais cette estimation comporte une marge d'erreur d'échantillonnage élevée.
- ▮ Les recettes monétaires ont continué de progresser au Québec, pour atteindre 5,1 milliards de dollars en 1999, en hausse de 6,9 %. Les recettes réalisées au Québec représentent 16,9 % des recettes canadiennes, comparativement à 16,4 % en 1998.

- ▶ À la suite de la diminution des prix de plusieurs produits agricoles, les paiements de programmes gouvernementaux ont augmenté de 8,0 % en 1999. Ils ont atteint 641,3 millions de dollars, soit 32,3 % de l'ensemble canadien. Toutefois, cette augmentation est inférieure à celle enregistrée pour l'ensemble du Canada, soit 39,5 %.
- ▶ Les dépenses nettes d'exploitation des entreprises agricoles québécoises s'élevaient à 3,8 milliards de dollars en 1999, une augmentation de 1,9 % par rapport à celles de l'année précédente. Les dépenses canadiennes s'élèvent à 24,1 milliards de dollars en 1999, en hausse de 2,4 % par rapport à l'année précédente.
- ▶ Le revenu net réalisé par les exploitations agricoles québécoises atteignait 937 millions de dollars en 1999, un bond de 23,9 % par rapport à 1998. Celui-ci a augmenté de 1,1 % pour l'ensemble du Canada.

ÉVOLUTION DU REVENU NET RÉALISÉ PAR PROVINCE, DE 1989 À 1999



Source : Statistique Canada

- ▶ En 1999, le secteur de l'agriculture a investi 584,7 millions de dollars, soit une hausse de 7 % par rapport à 1998. Il y a eu une hausse de 1 % de ces immobilisations dans l'ensemble du Canada.
- ▶ La valeur du capital agricole a continué de croître en 1999, pour atteindre 17,9 milliards de dollars, une progression de 6,1 % par rapport à 1998. Le capital agricole du Québec représente 10,2 % de celui de l'ensemble canadien, une proportion faible en regard de la part occupée par les recettes monétaires québécoises.
- ▶ La dette des exploitations agricoles continue de croître. Elle a augmenté de 7,4 % en 1999, pour se situer à 6,4 milliards de dollars, soit 35,7 % du capital agricole québécois, alors que la proportion canadienne est de 20,1 %. La dette québécoise représente 18,1 % de la dette canadienne.

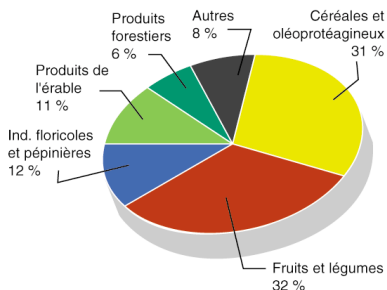
LES PRODUCTIONS VÉGÉTALES

En hausse de 6,3 % en 1999, les ventes provenant des productions végétales ont généré 1,3 milliard de dollars, ce qui représente 28,3 % des ventes agricoles. Cette augmentation est nettement supérieure à l'ensemble du Canada, en baisse de 4,5 %, essentiellement à cause de la faible performance des Prairies canadiennes.

La Montérégie est la région où l'on trouve majoritairement les superficies en maïs-grain et en soya, soit 64 % du total provincial, et 40 % des superficies en blé. Une part importante de l'acériculture se trouve en Chaudière-Appalaches. Les superficies en légumes frais se situent majoritairement en Montérégie, Lanaudière, Laurentides et Laval, en particulier la laitue, la carotte, le chou, le maïs sucré et le brocoli. Les superficies en pomme de terre se situent majoritairement dans les régions de Québec, Lanaudière et du Saguenay-Lac-Saint-Jean.

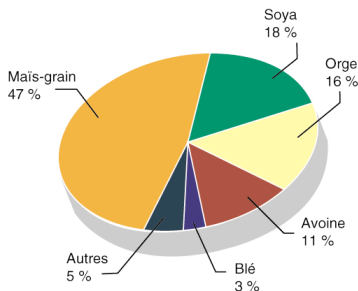
Les fruits et les légumes, pomme de terre incluse, sont les productions végétales qui ont généré le plus de ventes, avec 414,3 millions de dollars, soit 32,4 % de l'ensemble des ventes de produits végétaux en 1999, une augmentation de 9,5 % par rapport à 1998. Les céréales et les oléoprotéagineux maintiennent leur importance pour 30,7 % des ventes, avec 391,6 millions de dollars.

IMPORTANTÉ RELATIVE DES VENTES DE PRODUCTIONS VÉGÉTALES EN 1999



Source : Statistique Canada

IMPORTANTÉ RELATIVE DE LA SUPERFICIE DES CÉRÉALES ET OLÉOPROTÉAGINEUX EN 1999



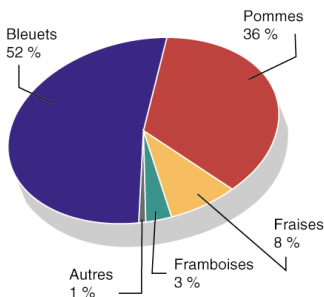
Source : Statistique Canada

L'année 1999 est une bonne année de récolte pour l'ensemble des grandes cultures, avec des rendements équivalant à ceux de 1998. De plus, l'ensemencement du maïs-grain a connu une progression de 12 % en 1999; celle-ci a été de 11 % pour le soya et de 50 % pour le canola. Par ailleurs, les céréales mélangées ont connu une baisse de 28,8 % des ensemencements. L'avoine a enregistré une baisse de 3,5 %.

Depuis quelques années, les ventes d'orge et d'avoine ne progressent pas, tandis que celles de blé sont nettement à la baisse.

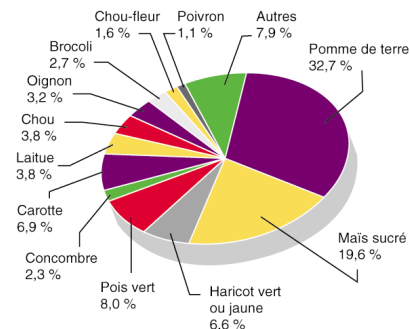
- La culture de maïs-grain, avec 264 millions de dollars, représente à elle seule 20,7 % des ventes de produits végétaux.
- Les ventes de légumes ont progressé de 3,6 % en 1999 et se situent à 249 millions de dollars. Les légumes ayant le plus contribué à cette augmentation sont notamment les échalotes, la laitue, le radis, le chou-fleur, le pois vert et les oignons secs. Les ventes de fruits ont connu une progression de 5,6 % et se situent à 76 millions de dollars. Cette augmentation provient en majeure partie des ventes de bleuets, qui ont retrouvé un niveau normal après le recul majeur de 1998 causé par la perte de plus de 80 % de la production.

IMPORTANCE RELATIVE DE LA SUPERFICIE DE CERTAINS FRUITS EN 1999



Source : Statistique Canada

IMPORTANCE RELATIVE DE LA SUPERFICIE DE CERTAINS LÉGUMES FRAIS EN 1999

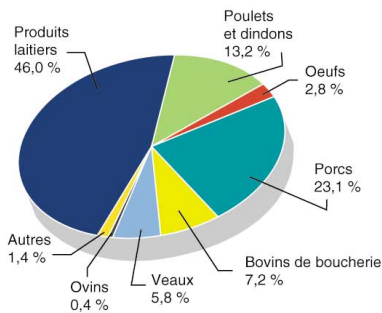


Source : Statistique Canada

- En 1999, la valeur des exportations des fruits et légumes vendus à l'état frais et transformés, incluant les pommes de terre, s'est élevée à 217,4 millions de dollars, une augmentation de près de 238 % depuis cinq ans. Dans les légumes destinés au marché frais, la carotte, la laitue et le chou se situent dans l'ordre aux trois premiers rangs des exportations pour un montant de 34,5 millions de dollars. Dans les fruits, le bleuets se situe au 1^{er} rang, avec 20,4 millions de dollars.
- Les industries floricoles et pépinières génèrent 157 millions de dollars, soit 12,3 % des ventes de produits végétaux. Les ventes de ce secteur, stables depuis quelques années, se sont accrues de 16 % depuis les deux dernières années.
- Le recensement réalisé à l'hiver 1999 par le Groupe de recherche en économie et politique agricoles (GREPA) dénombre 8 260 exploitations acéricoles et estime le nombre d'entailles exploitées à 29,2 millions. Les ventes ont atteint 137 millions de dollars, en hausse de 11,6 %. La valeur des exportations de sucre et de sirop d'érable s'est maintenue au sommet de 100,6 millions de dollars, une progression de près de 175 % depuis cinq ans. Cette production est en grande partie exportée aux États-Unis.
- Les recettes provenant de produits forestiers constituent près de 6 % des recettes de produits végétaux, celles de la culture d'arbres de Noël, 3,1 % et celles du tabac, 1,6 %.

LES PRODUCTIONS ANIMALES

IMPORTANCE RELATIVE DES VENTES DE PRODUCTIONS ANIMALES EN 1999



Source : Statistique Canada

- Les productions animales représentaient 71,7 % des ventes agricoles en 1999, avec 3,2 milliards de dollars, une augmentation de 4,7 % par rapport à 1998. Cette augmentation ne permet toutefois pas d'atteindre le sommet de 3,3 milliards de dollars de 1997.
- Plus de la moitié (55 %) du cheptel de vaches laitières se situe dans les régions de la Montérégie, de Chaudière-Appalaches et du Centre-du-Québec, et près de 20 % en Estrie et au Bas-Saint-Laurent. Près de 75 % des 6,7 millions de porcs abattus sont produits dans les régions de la Montérégie, de Chaudière-Appalaches et du Centre-du-Québec. Un peu plus de la moitié de la production de poulet se situe en Montérégie et Lanaudière.
- Le cheptel de vaches de boucherie se situe à 42,3 % dans les régions de l'Outaouais, de l'Estrie, de l'Abitibi-Témiscamingue et du Bas-Saint-Laurent et un autre 40 % dans les régions de Chaudière-Appalaches, du Centre-du-Québec et de la Montérégie. La semi-finition des bouvillons est une pratique de production importante dans les régions de l'Estrie, de l'Abitibi-Témiscamingue et du Bas-Saint-Laurent. Le cheptel des brebis se trouve à 30 % dans le Bas-Saint-Laurent.
- Les productions sous gestion de l'offre, soit le lait, la volaille et les œufs, totalisaient 62 % des ventes de productions animales en 1999.
- La production laitière conserve sa première place au chapitre des ventes de productions animales avec 1,49 milliard de dollars de ventes de produits laitiers en 1999, soit 46 %. Au total, les ventes de lait ont progressé de 20 % entre 1994 et 1999, un rythme appréciable mais moindre que celui de plusieurs autres productions.
- Le cheptel de vaches laitières a diminué de 1,8 % en 1999. Cependant, la quantité de lait produite est demeurée relativement stable, avec une légère baisse de 0,4 % par rapport à 1998. Le Québec demeure la plus importante province productrice de lait au Canada avec 37,4 % des livraisons canadiennes, suivi de l'Ontario (33,8 % des livraisons).
- La production avicole, avec 517 millions de dollars, représentaient 16 % des ventes de productions animales en 1999. La production de poulets représente près des trois quarts de ces ventes, le solde provenant des ventes de dindons, ainsi que d'œufs de consommation et d'incubation. Les ventes de poulets ont augmenté de 24 % depuis cinq ans.
- La production porcine maintient son importance, avec 22 % des ventes provenant des productions animales, soit 747,5 millions de dollars en 1999. Après une baisse de 30 % des ventes en 1998, la production porcine a connu une augmentation de 10 % de ses ventes en 1999.

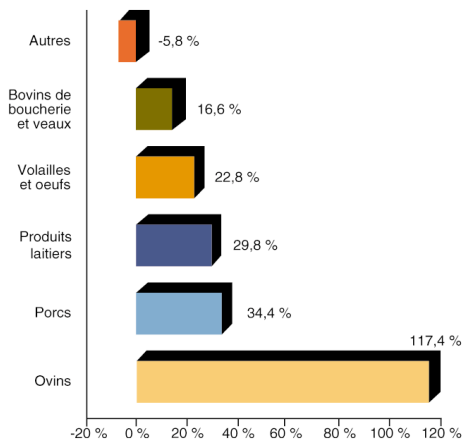
INVENTAIRE DU BÉTAIL AU 1^{ER} JUILLET 1999

Type de cheptel	Nombre de têtes	Type de cheptel	Nombre de têtes
Vaches laitières	437 000	Porcelets et porcs à l'engraissement	3 459 000
Génisses de remplacement, type laitier	182 000	Truies et jeunes truies saillies	376 900
Vaches de boucherie	220 000	Brebis	96 000
Génisses de remplacement, type boucherie	30 000	Agneaux pour la reproduction et le marché	62 700
Bouvillons et génisses de finition	67 000	Poules pondeuses	3 976 000
Veaux de moins d'un an	376 000	Production annuelle de poulets et dindons	157 000 000

Source : Statistique Canada

- ▶ En 1999, la valeur des exportations de porc du Québec (frais, transformé, abats) a légèrement augmenté (0,4 %), pour se situer à 461 millions de dollars. Elle demeure tout de même de 69 % supérieure au niveau d'il y a cinq ans.
- ▶ Les ventes de bovins, notamment de bœufs de boucherie (incluant la réforme des troupeaux laitiers et de boucherie), ont augmenté de 11 % en 1999 et se situent à 233 millions de dollars, soit 7,2 % des ventes de l'ensemble des productions animales.
- ▶ Le nombre de vaches de boucherie a connu une diminution de 1 % en 1999, diminution beaucoup moins importante que celle de l'année précédente. L'engraissement de bouvillons a connu une bonne année en 1999, avec une augmentation des inventaires¹ de l'ordre de 6,3 %. Ainsi, le nombre de bouvillons et de taures d'abattage transigés à l'enchère électronique a augmenté de 17 % par rapport à 1998.
- ▶ Par ailleurs, les ventes de veaux, notamment les veaux lourds de lait et de grain, ont connu une augmentation de 12 % et se situent à 186,7 millions de dollars. Elles comptent maintenant pour 5,8 % des ventes de l'ensemble des productions animales.
- ▶ Malgré sa faible contribution (0,4 %) aux ventes provenant des élevages, la production ovine est celle qui a connu la plus forte croissance depuis dix ans, avec la production de poulets, soit une augmentation de près de 150 % de la valeur des ventes d'agneaux.

CROISSANCE DES VENTES DES PRINCIPALES PRODUCTIONS ANIMALES (1989 À 1999)



¹ Génisses et bouvillons pour l'abattage d'un an et plus

Source : Statistique Canada

LES PÊCHES ET L'AQUACULTURE COMMERCIALES

PÊCHES COMMERCIALES, 1999 (en régions maritimes)

Emplois	
Pêcheurs et aides-pêcheurs	3 953 ^(p)
Saisonniers en usine	3 950 ^(e)
Entreprises de pêche actives (n ^{bre})	1 194 ^(p)
Entreprises de transformation (n ^{bre})	58 exploitants 59 établissements
Captures	
Volume ('000 tonnes)	55,1 ^(p)
Valeur (millions \$)	131,8 ^(p)
Expéditions des usines (millions \$)	233,8 ^(e)
Exportations enregistrées au Québec (millions \$)	177,7
Importations dédouanées au Québec (millions \$)	176,2

Sources : Pêches et Océans Canada et MAPAQ

^(p) : données préliminaires

^(e) : estimation

PRINCIPALES ESPÈCES MARITIMES Volume et valeur au débarquement, 1999^(p)

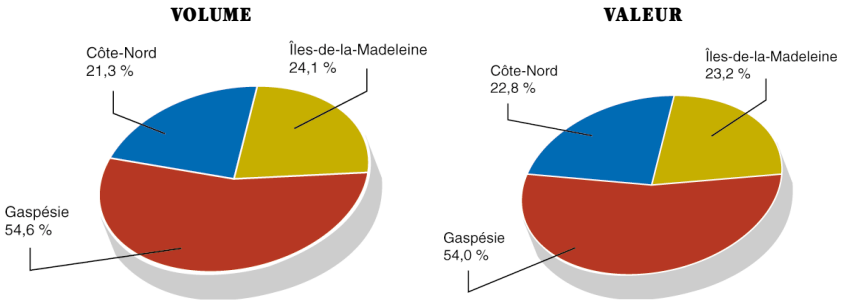
	Volume (‘000 tonnes)	Valeur (millions \$)
Homard	3,1	34,2
Crabe des neiges	11,2	49,2
Crevette	14,9	25,0
Pétoncle	2,8	4,2
Flétan noir	2,9	5,2

Source : Pêches et Océans Canada

^(p) : données préliminaires

- ▶ En 1999, les captures s'élevaient à 55 116 tonnes, pour une valeur de 131,8 millions de dollars.
- ▶ La prédominance en valeur des mollusques et des crustacés se maintient depuis les moratoires de la pêche à la morue et au sébaste en 1992 et 1993. En effet, le groupe des mollusques et des crustacés représentaient 88 % de la valeur des débarquements en 1999, comparativement à 69 % en 1992 et à 59 % en 1987.
- ▶ À eux seuls, le homard et le crabe comptaient pour 63 % de la valeur totale des débarquements de 1999.
- ▶ Aux 58 entreprises de transformation de poissons en régions maritimes s'ajoutent 62 entreprises en milieu urbain.

RÉPARTITION DES CAPTURES EN TERRITOIRE MARITIME SELON LA RÉGION, 1999^(P)



Source : Pêches et Océans Canada
^(P) : données préliminaires

- ▶ En 1999, les exportations de produits de la pêche enregistrées au Québec étaient dirigées vers 37 pays. Plus de 89 % de la valeur est concentrée dans deux pays, soit 70 % aux États-Unis et 19 % au Japon.
- ▶ La production aquacole en eau douce et en eau salée a atteint 2 130 tonnes en 1999. Les principales espèces élevées au Québec demeurent l'omble de fontaine et la truite arc-en-ciel. Environ 975 tonnes servent à l'ensemencement. Le solde répond aux besoins du marché de la table. Cette production est estimée à 13 millions de dollars.

CAPTURES DES PRINCIPALES ESPÈCES D'EAU DOUCE, 1999^(P)

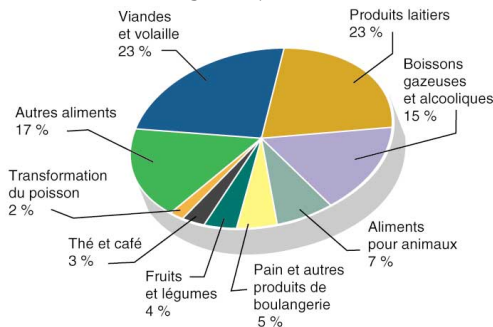
	Tonnes
Barbotte	391
Anguille	175
Esturgeon jaune	156
Perchaude	154

Source : MAPAQ
^(P) : données préliminaires

- ▶ La pêche commerciale en eau douce est pratiquée par 195 pêcheurs.
- ▶ Les quantités capturées sont minimes relativement à l'importance des plans d'eau; elles représentaient près de 1 428 tonnes en 1999, pour une valeur approximative de 3,0 millions de dollars.

LA TRANSFORMATION BIOALIMENTAIRE

RÉPARTITION DE LA VALEUR DES LIVRAISONS QUÉBEC, 1999



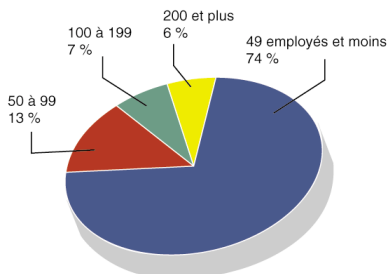
TOTAL = 13,8 milliards \$

Source : Statistique Canada

Québec, dont ils achètent et transforment l'essentiel de la production. C'est dans ce groupe que se concentrent la plupart des coopératives de producteurs agricoles. Ce complexe « agro-alimentaire » se compose surtout des secteurs des viandes, des fruits et légumes, des produits laitiers et de l'alimentation animale, et représente près de la moitié des emplois de l'industrie.

- ▶ Pour leur part, les autres secteurs de la transformation alimentaire ont peu de relations d'affaires avec la production agricole du Québec, leurs principaux intrants étant importés d'autres provinces ou pays, ou étant des produits non agricoles (eau, produits marins, etc.).
- ▶ Les PME occupent une place d'importance dans cette industrie : près de 90 % des établissements de transformation bioalimentaire comptent moins de 100 employés et environ les trois quarts en comptent moins de 50. À l'inverse, les établissements de 100 employés et plus accaparent plus de 60 % des emplois et livraisons de l'ensemble de l'industrie.

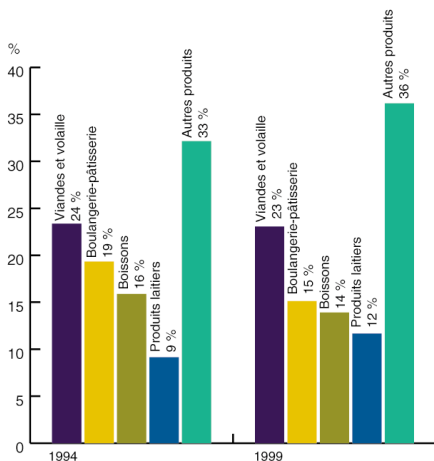
RÉPARTITION DES ÉTABLISSEMENTS SELON L'EFFECTIF QUÉBEC, MOYENNE 1995-1996-1997



**TOTAL = 875, 926 et 901 établissements,
soit en moyenne 901 établissements**

Source : Statistique Canada

EMPLOI PAR SOUS-SECTEUR (en pourcentage)



1994 TOTAL = 46 824 emplois
1999 TOTAL = 54 686 emplois

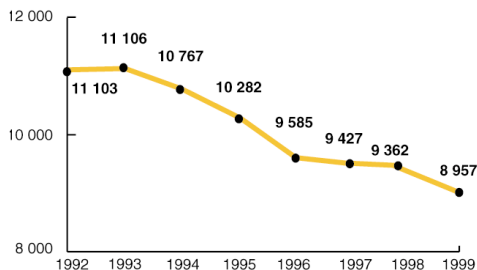
Source : Statistique Canada

- La transformation alimentaire demeure dans les premiers rangs des industries manufacturières du Québec sur le plan des emplois et des livraisons. Ainsi, avec un total de quelque 55 000 emplois, elle se classe devant les industries de l'habillement, du matériel de transport, du papier, des produits électriques et électroniques.
- Ces dernières années, l'industrie des aliments et boissons a enregistré une croissance favorable et contribué à l'effort de création d'emplois au Québec. En fait, le nombre total d'emplois de l'industrie a progressé de plus de 15 % depuis cinq ans, tandis que ses livraisons connaissent également une bonne croissance réelle.
- La transformation alimentaire québécoise affiche une bonne performance à l'échelle canadienne, en particulier sur le plan de l'emploi. Ainsi, le Québec compte maintenant 23,8 % des emplois de l'industrie des aliments et boissons du Canada contre 22,6 % il y a cinq ans.

- En 1999, la valeur des exportations internationales de produits alimentaires transformés au Québec s'est chiffrée à 2,1 milliards de dollars, un niveau à peu près comparable à celui des deux dernières années. Depuis cinq ans, ces exportations ont progressé en moyenne de 11 % l'an : ces ventes internationales expliquent près de 40 % de la croissance des livraisons de l'industrie au cours de cette période. C'est maintenant plus de 15 % de ces livraisons qui se font sur les marchés internationaux comparativement à moins de 11 % il y a cinq ans.
- Enfin, les immobilisations en transformation alimentaire se poursuivent avec force en 1999 avec des niveaux de plus de 400 millions de dollars pour une deuxième année de suite. Le niveau moyen des deux dernières années dépasse de plus de 100 millions de dollars la moyenne annuelle des immobilisations effectuées depuis le début de la décennie. Pour la période 1992-1998, l'industrie a effectué des dépenses de capital de 7 130 \$ par année pour chacun des emplois occupés dans l'industrie.

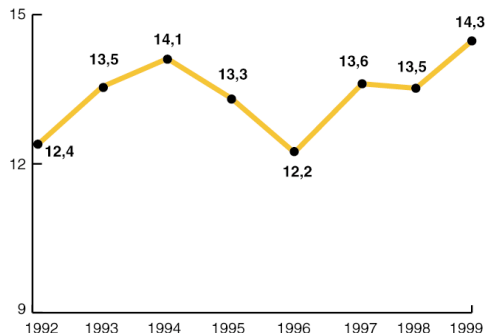
LES MAGASINS AU DÉTAIL ET LA RESTAURATION

NOMBRE DE MAGASINS D'ALIMENTATION QUÉBEC



Source : Canadian Grocer

VENTES AU DÉTAIL DES MAGASINS D'ALIMENTATION, QUÉBEC (en milliards de dollars)

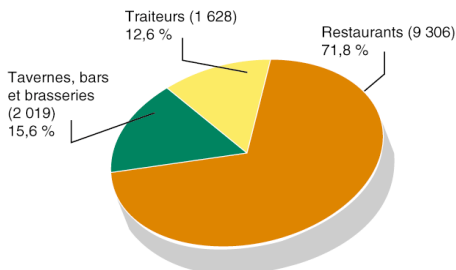


Source : Canadian Grocer

- En 1999, les ventes au détail des magasins d'alimentation (supermarchés et dépanneurs) du Québec s'élevaient à près de 14,3 milliards de dollars et se répartissaient entre 8 957 établissements.
- Le marché de l'alimentation au détail du Québec est, après l'Ontario, le deuxième en importance au Canada. En effet, en 1999, 26 % des ventes au détail étaient effectuées en territoire québécois, contre 31 % dans la province voisine.
- Les magasins d'alimentation spécialisés (ex. : fruiteries, boulangeries) et surtout les magasins de marchandises diverses (pharmacies, clubs-entrepôts, magasins de rabais...) accaparent une part de marché des produits d'épicerie de plus en plus grande. En effet, ces magasins détenaient, au début des années 90, une part de marché qui se situait entre 10 % et 15 %. Aujourd'hui, cette part équivaut à 23,2 %.
- En fait, après une hausse de 17 % entre 1991 et 1994, les ventes des magasins d'alimentation ont régressé et sont revenues, en 1996, au niveau de 1991. Après une reprise de 11 % en 1997, elles sont demeurées relativement stables en 1998, avant de connaître une nouvelle progression de 6,2 % en 1999.
- Le commerce de détail fournissait de l'emploi à 95,7 milliers de personnes au Québec en 1999, soit à peu près le même niveau qu'en 1997.

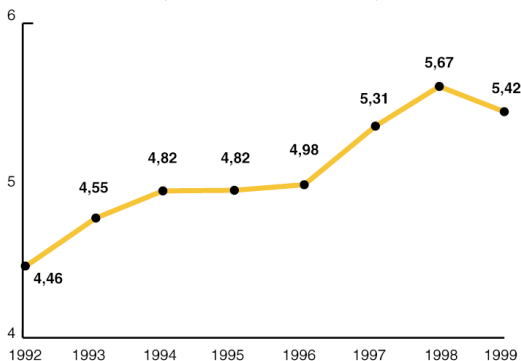
- ▶ C'est au Québec qu'on trouve le plus grand nombre de magasins d'alimentation au détail au Canada, soit 35 % de l'ensemble.
- ▶ Au Québec, la distribution alimentaire se fait surtout (à 68 %) par l'intermédiaire de détaillants indépendants plutôt que par des magasins corporatifs, ce qui n'est pas le cas dans le reste du Canada (43 %).
- ▶ Les changements dans les heures d'ouverture survenus au cours des dernières années et l'accroissement du nombre de magasins à grande surface ont eu raison de plusieurs détaillants. Leur nombre a diminué de 17 % depuis cinq ans.
- ▶ Les recettes de restauration québécoises s'élevaient à 5,4 milliards de dollars en 1999, en baisse de 4,6 % par rapport à 1998. Cette faible performance est vraisemblablement attribuable à un changement de comportement chez le consommateur. La présence accrue de mets préparés et semi-préparés sur les tablettes de supermarchés et épiceries a provoqué un déplacement de consommation du restaurant vers le domicile.
- ▶ En 1999, les recettes de restauration se répartissaient entre les restaurants à service complet (51,0 %), les restaurants à service restreint (30,1 %), les traiteurs, incluant les traiteurs contractuels et les traiteurs sociaux (9,7 %) et les tavernes, bars et brasseries (9,2 %).

RÉPARTITION DES ÉTABLISSEMENTS DE RESTAURATION, 1999



Source : Statistique Canada

RECETTES DE RESTAURATION, QUÉBEC (en milliards de dollars)



Source : Statistique Canada

- ▶ Quant au nombre d'établissements, il est en baisse de 4,9 % par comparaison avec l'année précédente. Il y avait 13 627 établissements en 1998 et on en compte aujourd'hui 12 954. Ce nombre est inférieur aux données diffusées par le passé, soit près de 17 000 établissements. On utilisait alors une source différente, qui incluait notamment des établissements où la restauration n'est pas l'activité principale de l'entreprise (restaurants d'hôtels, par exemple).

LA MAIN-D'ŒUVRE DU BIOALIMENTAIRE

- ▶ La main-d'œuvre agricole (temps plein ou partiel, saisonnière) comptait quelque 124 000 personnes en 1996, dont 68 000 en main-d'œuvre familiale et 56 000 en main-d'œuvre embauchée. La main-d'œuvre familiale se répartissait en 65 % d'hommes et 35 % de femmes. Par ailleurs, 87 % de la main-d'œuvre embauchée était saisonnière et comprenait 27 % de femmes.
- ▶ Les entreprises laitières et horticoles regroupent chacune 30 % de la main-d'œuvre totale, celles du bœuf et des céréales, 11 % et 8 %.
- ▶ Le niveau de formation souhaité en agriculture est le diplôme collégial : en 1996, au Québec, 22 % des propriétaires/exploitants ont ce niveau ou plus. Au Canada, ce taux est de 29 %. Chez les ouvriers agricoles du Québec, 47 % n'ont pas terminé leurs études secondaires, 54 % pour l'ensemble du Canada.
- ▶ Les inscriptions au programme « Gestion et exploitation d'entreprise agricole » (GEEA) ont connu une baisse appréciable (11,2 %), passant de 992 à l'automne 1999 à 880 à l'automne 2000. Par contre, le nombre de femmes inscrites au programme GEEA a augmenté légèrement. Leur proportion dans les inscriptions se situait à 29,9 % à l'automne 2000, alors qu'elle était de 28,6 % l'an dernier. Les inscriptions dans les programmes de niveau collégial concernant la production et les services à l'agriculture se situaient à 1 734 au 20 septembre 2000, une baisse de 6,9 % par rapport à l'an dernier.
- ▶ La main-d'œuvre québécoise en transformation et distribution alimentaire totalisait plus de 180 000 personnes en 1996. Les caractéristiques de la main-d'œuvre de la transformation et du commerce de gros sont semblables, alors que proportionnellement, plus de femmes, de jeunes et de travailleurs à temps partiel distinguent le commerce de détail.

CARACTÉRISTIQUES DE LA MAIN-D'ŒUVRE EN TRANSFORMATION ET DISTRIBUTION ALIMENTAIRES, 1996

	Transformation	Commerce de gros	Commerce de détail
Total de la main-d'œuvre	55 115	18 875	106 460
Femme	32,4 %	30,2 %	50,2 %
Homme	67,6 %	69,8 %	49,8 %
15-24 ans	14,1 %	11,6 %	35,9 %
25-44 ans	58,8 %	62,3 %	43,5 %
45-64 ans	27,1 %	26,0 %	20,6 %
Temps plein	88,2 %	87,8 %	60,5 %
Temps partiel	11,8 %	12,2 %	39,5 %

Note : Ces données concernent 123 professions représentant 90 % de la main-d'œuvre recensée en 1996.

Source : Recensement du Canada

- En transformation des aliments et boissons, la part des salariés rémunérés à l'heure sur l'ensemble des emplois dans le secteur semble être de plus en plus importante. Dans le commerce de gros bioalimentaire, le phénomène inverse se produit; la proportion de salariés à l'heure tend à diminuer. Dans le commerce de détail, à peu près 76 % des salariés sont des salariés à l'heure.

PART DES SALARIÉS À L'HEURE SUR L'ENSEMBLE DES SALARIÉS

	1994	1995	1996	1997	1998	1999
Transformation	68,1 %	70,2 %	70,6 %	71,4 %	70,5 %	72,2 %
Commerce de gros	49,0 %	45,2 %	47,2 %	45,2 %	40,1 %	33,3 %
Commerce de détail	75,9 %	79,8 %	72,4 %	72,0 %	78,4 %	77,7 %

Source : Enquête sur l'emploi, la rémunération et les heures de travail (EERH).

- En moyenne, le nombre d'heures hebdomadaires en transformation des aliments et boissons est aux alentours de 37 heures, soit cinq heures de plus que dans le commerce de gros et neuf à dix heures de plus que dans le commerce de détail.

HEURES HEBDOMADAIRES MOYENNES

	Transformation		Commerce de gros			Commerce de détail	
	Aliments	Boissons	Produits agricoles	Produits alimentaires	Boissons	Magasins d'alimentation	Magasins Spiritueux, vin et bière
Année 1999	37,1	37,2	32,3	31,5	32,1	26,5	28,3
Moyenne (1989 à 1998)	37,3	36,0	32,1	35,5	33,9	26,3	31,7

Source : Enquête sur l'emploi, la rémunération et les heures de travail (EERH).

- Un pourcentage élevé de travailleurs en transformation ne possède pas de diplôme d'études secondaires. Proportionnellement, c'est le commerce de gros qui embauche le plus de diplômés universitaires.

	Transformation	Commerce de gros	Commerce de détail
Sans diplôme d'études secondaires (DES)	35,4 %	28,6 %	27,8 %
DES	29,9 %	32,5 %	39,1 %
Diplômes de métiers	5,7 %	5,2 %	5,0 %
Diplômes d'études collégiales	22,2 %	24,8 %	23,6 %
Diplômes universitaires	6,8 %	8,9 %	4,5 %

Note : Ces données concernent 123 professions représentant 90 % de la main-d'œuvre en 1996.

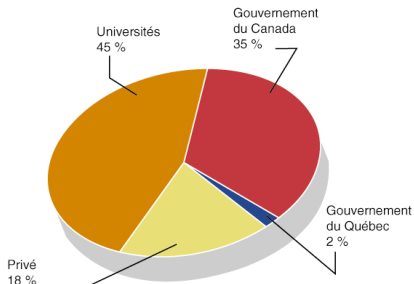
Source : Recensement du Canada

- En 1996, 180 employeurs de la transformation alimentaire concernés par la *Loi favorisant le développement de la main-d'œuvre* ont investi en formation admissible l'équivalent de 2,2 % de leur masse salariale totale, proportion moyenne des industries manufacturières. Cette proportion est de 1,7 % chez les 131 employeurs du commerce alimentaire.

LA RECHERCHE ET DÉVELOPPEMENT

- ▶ En 1998-1999, les dépenses de R-D bioalimentaire au Québec étaient estimées à 168 millions de dollars comparativement à 178 millions en 1997-1998. Notons toutefois que la base de données des universités a été épurée des activités de transfert et autres, ce qui représente une estimation plus juste qu'en 1997-1998. Par contre, toutes les universités ont été prises en compte.
- ▶ De ce montant, les universités ont réalisé pour 76 millions de dollars de R-D (incluant 32 millions des fonds généraux des universités), les gouvernements 62 millions, dont 58,8 millions par le gouvernement fédéral. Dans la même période, le secteur privé (entreprises et OSBL) en ont fait pour 30 millions de dollars.

PART DE LA RÉALISATION DE LA R-D BIOALIMENTAIRE QUÉBEC, 1998-1999



Note : Répartition supposant 30 millions de dollars de R-D réalisés en entreprise en 1998-1999

Source : MAPAQ

- ▶ Quant au financement, le gouvernement du Canada contribue pour 72,8 millions de dollars, celui du Québec 53,5 (incluant les 32 millions que le MEQ verse aux universités), le secteur privé 39,6 millions et diverses autres sources 1,8 million.

La R-D dans les universités

- ▶ En 1998-1999, les dépenses de R-D et de transfert technologique en agroalimentaire réalisées dans les universités québécoises étaient de 76 millions de dollars, incluant une contribution de 32 millions des Fonds généraux des universités (FGU) versée par le ministère de l'Éducation du Québec (MEQ).
- ▶ Le secteur privé du Québec apporte une contribution plus importante que celui de l'Ontario (39,3 % contre 25,4 %) et que celui du reste du Canada (31,03 %) au financement de la recherche dans les facultés spécialisées en agroalimentaire.

Au gouvernement du Canada

- ▶ En 1998-1999, le gouvernement du Canada consacrait 58,8 millions de dollars aux activités de ses quatre centres de recherche et aux activités de Pêches et Océans Canada situés au Québec. Pour la même période, ces dépenses de R-D s'élevaient à 118 millions de dollars en Ontario et à 210 millions dans le reste du Canada.

- Les sommes allouées par les entreprises aux centres de recherche fédéraux par l'intermédiaire du Programme de partage des frais pour l'investissement atteignaient 7 millions de dollars en 1998-1999, dont 3,5 millions fournis par le gouvernement fédéral et 3,5 millions provenant des entreprises du Québec.

La R-D réalisée en entreprise

- Selon des sources fédérales, les dépenses *intra-muros* en R-D des entreprises du Québec s'élevaient à 30 millions de dollars en 1997, une diminution de près de 20 % selon les données révisées de 1995. Ces dépenses étaient réalisées à 75 % par les industries du secteur de la transformation. Pour la même année, les transformateurs ontariens consacraient 54 millions de dollars à la R-D *intra-muros*, soit près de 2,5 fois l'effort consenti par les entreprises québécoises. La présence importante de multinationales et le fait que les entreprises québécoises font davantage exécuter leurs travaux de R-D dans les universités ou les centres de recherche expliqueraient cet écart.
- En 1998, 221 entreprises agroalimentaires ont réclamé au gouvernement du Québec 7,5 millions de dollars en remboursement de crédits d'impôt à la R-D, soit 2,3 % de tous les crédits d'impôt réclamés par les entreprises de l'ensemble de l'économie québécoise. On dénombrait 116 entreprises agricoles, dont 91 % de PME, et 105 transformateurs, dont 61 % de PME. Ceci représente une augmentation de 11 % des entreprises et de 7 % du montant des crédits d'impôt réclamés par rapport à 1997.

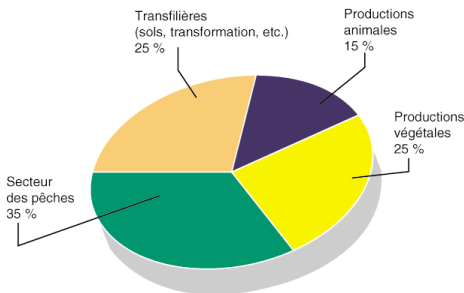
Part du gouvernement du Québec

- Au MAPAQ, la R-D devient graduellement *extra-muros* à la suite de la conversion des centres de recherche en corporations à but non lucratif. En 1998-1999, les dépenses *intra-muros* étaient de 3,4 millions de dollars et les dépenses *extra-muros* de 13,9 millions. En 1999-2000, elles sont respectivement de 3,1 et 12,3 millions de dollars.

L'effectif

- Selon l'Inventaire de la recherche agroalimentaire du Canada (IRAC), l'effectif en R-D bioalimentaire dans les gouvernements et universités a connu, au Québec, une augmentation de 44 % entre 1991 et 1996, atteignant 580 années-personnes.
- En ce qui concerne spécifiquement les chercheurs en université, l'effectif atteignait 133 ETC (équivalent temps complet) au Québec en 1997, contre 112 en Ontario et 116 pour le reste du Canada. Pour ce qui est des centres fédéraux, le Québec accueille 127 chercheurs, comparativement à 192 pour l'Ontario et à 427 pour le reste du Canada.

RÉPARTITION DE L'EFFECTIF PROFESSIONNEL DES GOUVERNEMENTS EN R-D BIOALIMENTAIRE QUÉBEC, 1997-1998



Source : MAPAQ

Objectif

- Les partenaires du secteur agricole et agroalimentaire québécois, réunis en un groupe de travail autour du thème « Un environnement à valoriser », ont mis en forme un plan d'action pour l'agroenvironnement ayant l'objectif général suivant :
« D'ici 2005, quelque 20 000 fermes, représentant près de 90 % de l'activité agricole au Québec, auront entrepris l'adoption de pratiques agricoles respectueuses de l'environnement dans les domaines de l'entreposage et de l'épandage des fumiers, de la gestion des fertilisants, de la conservation des sols, de la protection des cours d'eau en milieu agricole et de l'utilisation des pesticides ».
- Pour atteindre cet objectif, ils ont retenu comme cibles d'intervention prioritaires, l'élaboration d'un état de situation et l'appui à l'implantation à la ferme de pratiques respectueuses de l'environnement.

État de situation

- Pour assurer une gestion optimale des ressources, on a dressé le portrait agroenvironnemental de 17 915 entreprises agricoles. Le taux de participation à ce recensement de tous les aspects agroenvironnementaux a été de 88,1 %.

Entreposage et gestion des fumiers

- La gestion des fumiers génère un volume important d'investissements à la ferme en constructions, agrandissements, modifications ou réparations de structures d'entreposage.

INVESTISSEMENTS RELATIFS À LA GESTION DES FUMIERS

	Nombre de projets	Investissements (millions de dollars)	Volume utile (000 m ³)
1996-1997	499	24	887
1997-1998	412	20	636
1998-1999	543	25	855
1999-2000	1 082	64	1 700

Source : MAPAQ

- Trois organismes de gestion agroenvironnementale des fumiers ont été soutenus financièrement pour assurer une gestion agronomique, économique et environnementale des fumiers.

ORGANISMES DE GESTION AGROENVIRONNEMENTALE DES FUMIERS

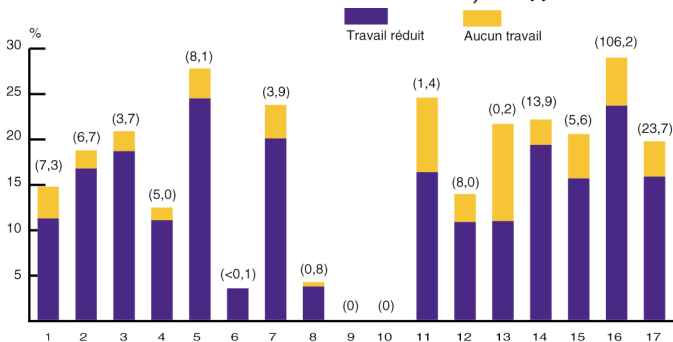
Nom	Territoire d'intervention (bassin de la rivière...)	Nombre d'entreprises agricoles membres	Personnes- ressources
COGENOR-LANAUDIÈRE	L'Assomption	219	5
FERTIOR	Chaudière	560	18
AGEO	Yamaska	162	4

Source : MAPAQ

Conservation des sols

- Les clubs-conseils en agroenvironnement, dont le nombre de membres croît constamment, visent la prise en charge des enjeux environnementaux par les producteurs et l'adoption de pratiques agricoles axées sur le développement durable. Au 31 mars 2000, on dénombrait 72 clubs-conseils en agroenvironnement regroupant 3 170 membres.
- On constate un intérêt grandissant pour la culture sans labour qui favorise la préservation des sols et de l'eau (aucun travail ou travail réduit des sols). En 1998, 14,8 % des entreprises agricoles y avaient recours pour 194 500 hectares au total (céréales, maïs-grain, soya, plantes fourragères). En Montérégie, 28 % de toutes les superficies ensemencées sont cultivées sans labour, pour un total de 106 200 hectares.

PART (%) ET SUPERFICIES (000 HA) DES CULTURES SANS LABOUR, SELON LA RÉGION ADMINISTRATIVE, EN 1998

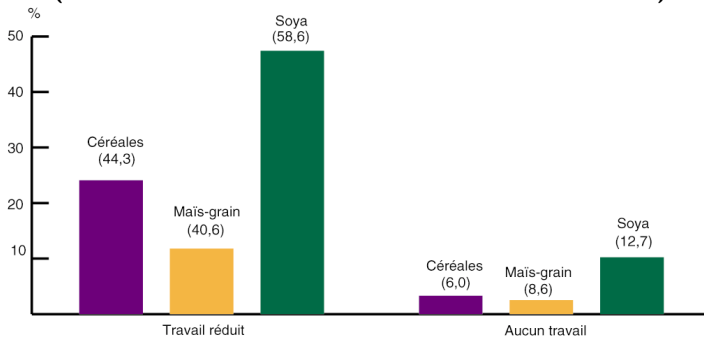


Note. - La liste des régions administratives est présentée en page 31

Source : MAPAQ

- Environ 50 300 hectares de céréales sont cultivés sans labour, soit 27,5 % des superficies ensemencées.

PART (%) DES CULTURES PRATIQUÉES SELON LA MÉTHODE DE TRAVAIL DU SOL (MILLIERS D'HECTARES EN TRAVAIL RÉDUIT OU SANS TRAVAIL)



Source : MAPAQ

Utilisation de pesticides

- Le secteur agricole s'est doté, en 1992, d'une stratégie phytosanitaire (disponible sur le site Internet www.agr.gouv.qc.ca) qui vise à réduire la quantité de pesticides utilisés au Québec et à promouvoir la lutte intégrée.
- En 1997, avec un volume de 2,7 millions de kg d'ingrédients actifs (i.a.), le secteur agricole totalisait 81 % des ventes de pesticides au Québec. Les herbicides totalisaient 67 % des ventes de pesticides en agriculture, les fongicides, 15 %, les insecticides, 12 % et les autres produits, 6 %.
- Depuis 1994, le maïs et le soya croissent en superficie au détriment du foin et des autres céréales, ce qui pourrait dans une certaine mesure mener à une utilisation accrue de pesticides. Malgré ce fait, le bilan des ventes de pesticides pour 1997, mesuré en kg d'i.a., montre une diminution de 5,3 % par rapport à 1992 pour le secteur agricole.

ÉVOLUTION DES VENTES DE PESTICIDES EN AGRICULTURE (000 kg d'ingrédients actifs)

	1992	1993	1994	1995	1996	1997
Herbicides	1 733,9	1 832,7	1 521,5	1 654,5	1 839,8	1 827,1
Fongicides	486,6	482,1	468,5	351,6	363,9	401,8
Insecticides	359,6	277,7	261,6	292,8	253,6	327,9
Autres	306,1	285,8	375,3	339,7	338,7	175,9
TOTAL	2 886,2	2 878,3	2 626,9	2 638,5	2 796,1	2 732,5

Source : MENV

- Depuis 1992, des baisses de 17 % des fongicides et de 9 % des insecticides ont notamment été réalisées à la suite des efforts consentis pour l'adoption de pratiques raisonnées et intégrées dans le cadre de la Stratégie phytosanitaire.
- L'indice de pression, paramètre donnant la pression agroenvironnementale des pesticides, donne une image plus fidèle de la situation. Cet indicateur a diminué de 3,6 à 3,2 entre 1992 et 1997.

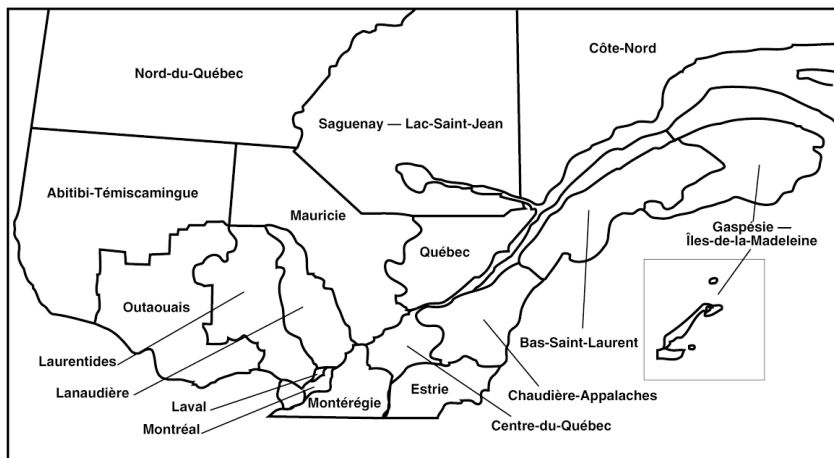
INDICE DE PRESSION AGROENVIRONNEMENTALE

	1992	1993	1994	1995	1996	1997
Ventes totales de pesticides en agriculture (000 kg d'i.a.)	2 886,2	2 878,3	2 626,9	2 638,5	2 796,1	2 732,5
Superficies cultivées, excluant les fourrages (000 ha)	792,6	762,2	758,1	763,7	821,7	848,2
Indice de pression (kg d'i.a./ha)	3,6	3,8	3,5	3,4	3,4	3,2

Source : MENV

- La stratégie s'appuie également sur l'existence de réseaux de dépistage et du Réseau d'aver-tissements phytosanitaires (RAP).
- Le RAP (5 000 abonnements) et plus d'une trentaine de clubs d'encadrement technique (plus de 650 entreprises membres, environ 12 000 hectares dépistés) contribuent à l'implantation de nouvelles approches de lutte et au bon usage des pesticides.

LISTE DES RÉGIONS ADMINISTRATIVES



- | | |
|-------------------------------|-------------------------------------|
| 01. Bas-Saint-Laurent | 10. Nord-du-Québec |
| 02. Saguenay — Lac-Saint-Jean | 11. Gaspésie — Îles-de-la-Madeleine |
| 03. Québec | 12. Chaudière-Appalaches |
| 04. Mauricie | 13. Laval |
| 05. Estrie | 14. Lanaudière |
| 06. Montréal | 15. Laurentides |
| 07. Outaouais | 16. Montérégie |
| 08. Abitibi-Témiscamingue | 17. Centre-du-Québec |
| 09. Côte-Nord | |

POUR PLUS D'INFORMATION

Si vous désirez plus d'information concernant l'industrie ou les programmes gouvernementaux, veuillez consulter le site Internet du MAPAQ à l'adresse suivante :

www.agr.gouv.qc.ca

ou adressez-vous aux endroits suivants :

À QUÉBEC

Renseignements généraux
200, chemin Sainte-Foy, 1^{er} étage
Québec (Québec) G1R 4X6
Tél. : (418) 380-2110
ou 1 888 222-MAPA
Télec. : (418) 380-2176

À MONTRÉAL

Renseignements généraux
Direction du développement des marchés
201, boul. Crémazie Est, 4^e étage
Montréal (Québec) H2M 1L4
Tél. : (514) 873-4410
Télec. : (514) 873-2364

AUTRES PUBLICATIONS

D'autres publications sur les statistiques ou en soutien à l'interprétation de celles-ci sont également disponibles (en français seulement).

- * Bilan de l'activité bioalimentaire au Québec. Édition 1999.
Bioclips (hebdomadaire par télécopieur et par courrier électronique).
Bioclips + (périodique thématique).
Description géographique du Québec. Édition 1998.
Évolution de l'emploi et de la rémunération 1987-1997 (4 secteurs).
La transformation alimentaire québécoise en chiffres. Édition 1999.
- * Profil des exploitations agricoles - Édition 1997.
Profil régional de l'industrie bioalimentaire du Québec - Estimations pour 1998.
- * Profil sectoriel de l'industrie bioalimentaire. Édition 1999.
- * Pour commander ces publications, veuillez joindre Distributions Univers, par téléphone au (418) 831-7474 ou au 1 800 859-7474, ou encore par télécopieur au (418) 831-4021.

Pour les autres publications, veuillez communiquer avec la Direction de la recherche économique et scientifique par téléphone au (418) 380-2101, poste 3287, ou par télécopieur au (418) 380-2164.